

Macédoine... Nous ne pouvons nous condamner à mourir à la vie des nations, parce que, à Pétersbourg ou à Tsarkoïé-Sélo, l'on en décide ainsi<sup>1</sup>. »

Aux prises avec ces tendances du parti militaire, M. Pachits, à son tour, donna sa démission, le 2/15 juin. Mais l'ambassadeur russe, M. Hartwig, était là pour démontrer la gravité de la situation et pour persuader au roi, aux membres du Cabinet, aux députés, de céder à la demande russe et d'accepter l'arbitrage sans réserves. Pachits demeura et, le 8/21 juin, on déclara à Belgrade accepter l'arbitrage. « Sans y croire intérieurement », ajoutait l'interview mentionnée de Zagreb, et M. de Penennrun disait : « Pas plus que M. Danev, M. Pachits n'a le désir de se rendre à Pétersbourg. » Et, en effet, en tâchant de se mettre d'accord avec ses critiques et ses adversaires à la Skouptchina, M. Pachits déclarait, à la fin, dans la séance mouvementée du 17/30 juin, qu'il ne renonçait pas du tout à son point de vue, connu par l'exposé du 15/28 mai, et que, s'il avait accepté l'arbitrage, c'était après être arrivé à la conviction que l'arbitrage se ferait, d'abord, sur une base élargie, et non dans les limites de l'article 4 de l'annexe secrète du traité, et, en second lieu, à condition que « les sphères russes dirigeantes » consentissent à s'occuper du conflit gréco-bulgare, *en même temps* que du conflit serbo-bulgare.

C'était le point de vue convenu entre les nouveaux alliés, et M. Vénizelos l'a confirmé par un entrefilet, donné le même jour au *Temps*. Comme suite aux explications de M. Pachits et de la discussion qui suivit, et dans laquelle on demandait plutôt l'annexion de la Macédoine que l'arbitrage (M. Ribaratz) et où l'on proclamait (M. Paul Marinkovits) que « le peuple serbe aurait plutôt confiance en son armée victorieuse que dans la maladresse bien connue de M. Pachits », la Skouptchina était revenue à son ordre du jour d'un mois auparavant. Elle « renouvelait sa décision de ne pas permettre que les intérêts vitaux de la Serbie fussent maltraités ». M. Drachkovits, qui posa cette condition, en expliqua le sens : « La vallée du Vardar présente un intérêt vital « pour la Serbie et une décision arbitrale qui ne tiendrait pas compte de ce « besoin vital ne saurait être acceptée. » Quelques minutes avant, Pachits recevait à la Chambre même le télégramme qui lui apprenait l'ouverture des hostilités. Alors, pâle, il se retira. L'arbitrage n'aurait donc pas lieu et ce ne serait pas la faute de la Serbie.

C'est qu'à Sofia, pour des raisons militaires que nous exposerons, la crise était venue plus vite qu'à Belgrade. Ici, encore, c'était la lutte entre le Cabinet et le parti militaire qui précipitait les événements. On était unanime quant

<sup>1</sup> Ces propos caractéristiques sont enregistrés, quelques semaines après, à Belgrade même, par M. de Penennrun. Voir son livre : *Quarante jours de guerre dans les Balkans*, Chapelot, Paris, 1914.